JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

A. DE FOVILLE

Les variations de prix en France depuis un demi-siècle

Journal de la société statistique de Paris, tome 16 (1875), p. 43-46

<http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1875__16__43_0>

© Société de statistique de Paris, 1875, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (http://www.numdam.org/conditions). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
http://www.numdam.org/

IV.

LES VARIATIONS DE PRIX EN FRANCE DEPUIS UN DEMI-SIÈCLE.

M. de Foville vient de publier, sous ce titre, un assez grand nombre d'articles qui ont paru dans l'*Économiste français*. Il les résume ainsi qu'il suit dans un dernier numéro :

Importance comparative de la consommation individuelle en France en 1820 *et en* 1870.

DENRÉES CONSOMMÉES.	UNITÉS.	CONSOMMATION INDIVIDUELLE		PRIX MOYEN DE L'UNITÉ		VALEURS DES QUANTITÉS CONSOMMÉES PAR TÊTE			
		En 1820.	En 1870.	En 1820.	En 1870.	En 1820 aux prix de 1820.	En 1820 aux prix de 1870.	En 1870 aux prix de 1820.	En 1870 aux prix de 1870.
1. Froment	Litre.	150 »	200 »	0f18	0f22	27f »	33f »	36f »	44f »
2. Seigle	—	75 »	55 »						
3. Orge	—	28 »	15 »						
4. Sarrasin		19 »	15 »	0 09	0 13	13 05	18 85	9 36	13 52
5. Maïs	—	16 »	15 »						
6. Avoine	—	7 »	4 »						
7. Pommes de terre	—	40 »	100 »	0 02 ½	0 05	1 »	2 »	2f50	5 »
8. Haricots, pois, lentilles	—	10 »	20 »	0 15	0 25	1 50	2 50	3 »	5 »
9. Autres légumes	Kilog.	65 »	80 »	0 05	0 08	3 25	5 20	4 »	6 40
10. Fruits indigènes	—	25 »	40 »	0 05	0 08	1 25	2 »	2 »	3 20
I. Alimentation végétale						47f05	63f55	56f86	77f12
11. Bœuf et vache	Kilog.	6 »	8 »						
12. Veau	—	2 »	4 25	0f80	1f50	15f20	28f50	20f80	39f
13. Mouton et chèvre	—	2 50	3 50						
14. Porc	—	8 50	10 25						
15. Cheval, âne, mulet	—	» »	0 03	» »	0 60	» »	» »	» »	0 02
16. Volailles	Pièce.	2 »	3 »	1 25	2 »	2 50	4 »	3 75	6 »
17. Gibier	—	2 »	2 »	0 75	1 50	1 50	3 »	1 50	3 »
18. Lait	Litre.	20 »	30 »	0 10	0 20	2 »	4 »	3 »	6 »
19. Œufs	Pièce.	70 »	100 »	0 03 ½	0 06	2 45	4 20	3 50	6 »
20. Poisson	Kilog.	2 50	3 50	0 20	0 60	0 50	1 50	0 70	2 10
21. Miel	—	0 25	0 40	0 80	1 30	0 20	0 32	0 32	0 52
II. Alimentation animale						24f85	45f52	33f57	62f64
22. Vin	Litre.	70 »	115 »	0f12	0f25	8f40	17f50	13f80	28f75
23. Bière	—	10 »	18 »	0 10	0 20	1 »	2 »	1 80	3 60
24. Cidre	—	20 »	25 »	0 07	0 10	1 40	2 »	1 75	2 50
25. Spiritueux	—	1 »	3 50	1 50	1 50	1 50	1 50	5 25	5 25
III. Boissons indigènes						12f30	23f »	22f60	40f10
26. Sel	Kilog.	6 50	8 75	0f33	0f12	2f14	0f78	2f90	1f05
27. Sucre	—	1 40	6 »	2 50	1 25	3 50	1 75	15 »	7 50
28. Riz, pâtes exotiques	—	0 20	1 20	0 40	0 35	0 08	0 07	0 48	0 42
29. Café	—	0 25	1 30	2 »	2 50	0 50	0 63	0 60	3 25
30. Thé	—	0 003	0 008	10 »	5 »	0 03	0 02	0 08	0 04
31. Cacao	—	0 01	0 10	1 75	2 50	0 02	0 02	0 17	0 25
32. Huile	Litre.	1 »	1 50	1 50	1 25	1 50	1 25	2 25	1 90
33. Vinaigre	—	0 80	1 40	0 25	0 25	0 20	0 35	0 20	0 35
34. Poivre	Kilog.	0 055	0 075	2 »	2 75	0 11	0 15	0 15	0 20
35. Fruits étrangers	—	0 30	1 30	0 60	0 50	0 18	0 15	0 78	0 65
IV. Denrées diverses						8f26	5f17	24f61	15f61

Tableau récapitulatif.

	VALEURS DES QUANTITÉS CONSOMMÉES PAR TÊTE			
	En 1820 aux prix de 1820.	En 1820 aux prix de 1870.	En 1870 aux prix de 1820.	En 1870 aux prix de 1870.
	—	—	—	—
I. Alimentation végétale.	47f05	63f55	56f86	77f12
II. Alimentation animale	24 35	41 52	33 57	62 61
III. Boissons indigènes	12 80	28 »	32 60	40 10
IV. Denrées diverses	8 26	5 17	24 61	15 61
Alimentation totale	91f96	137f24	137f64	195f44

Ce tableau montre d'abord, en ne considérant que les prix de 1820, que l'accroissement seul de la consommation a déterminé depuis un demi-siècle une augmentation de dépense :

De 20 p. 100, quant aux aliments végétaux, céréales, farineux, légumes;

De près de 40 p. 100, quant à l'alimentation animale, viande, lait, œufs, poisson;

De 85 p. 100, quant aux boissons indigènes, vin, bière, cidre, spiritueux;

De 200 p. 100, quant aux denrées diverses, telles que sel, sucre, café, thé, huiles;

Et de 50 p. 100 pour l'ensemble de la nourriture.

Si au contraire, supposant la consommation invariable, nous ne nous attachons qu'aux variations des prix, nous trouvons de ce chef une augmentation de dépense :

De 35 p. 100, quant à l'alimentation végétale;

De 87 p. 100, quant aux produits fournis par le règne animal et aux boissons indigènes;

Et une réduction de dépense de 37.5 p. 100, en ce qui concerne les autres denrées;

Soit, pour le tout ensemble, une augmentation de 42 p. 100 ou de 50 p. 100, selon qu'on prend pour base de la comparaison des prix le chiffre actuel de la consommation ou le chiffre ancien (1).

Enfin, si l'on tient compte à la fois des variations de la consommation et de celles des prix, on arrive à cette conclusion que la nourriture annuelle des Français représentait, sous la Restauration, une valeur initiale de 90 à 95 fr. par tête, et que cette valeur avait plus que doublé à la fin de l'Empire, puisque, pour 1870, elle ressort à 195 fr.

Ce sont là, — ne l'oublions pas, — des chiffres moyens. La progression des dépenses de table a évidemment été plus rapide dans certaines classes de notre société et plus lente dans d'autres. Par exemple, ceux de nos paysans qui, aujourd'hui encore, se nourrissent presque exclusivement de menus grains et de laitage, ont été moins atteints par le renchérissement que les consommateurs aisés qui, dès 1820, mangeaient habituellement de la viande, buvaient habituellement du vin. Mais il y a une loi générale qui se dégage nettement, au milieu de ces inégalités, et que nous sommes heureux de mettre en lumière : cette loi, c'est l'amélioration progressive des conditions d'existence de l'humanité. La révolution économique dont nous venons de résumer les conséquences, n'a guère eu pour victimes que les oisifs, dont le sort ne peut inspirer qu'un intérêt relatif et dont le nombre est bien

(1) Cette différence s'explique par le développement considérable qu'a pris tout naturellement la consommation des denrées dont le prix a baissé au lieu d'augmenter : sucre, café, etc.

restreint. Quant aux travailleurs, ils n'ont point à regretter le passé au point de vue du bien-être. Le rédacteur en chef de l'*Économiste français*, M. P. Leroy-Beaulieu, constatait, dans le numéro du 5 décembre 1874, en analysant le dernier volume paru de la *Statistique générale de la France*, que, de 1853 à 1871, la hausse des comestibles était restée inférieure à l'augmentation des salaires. La même conclusion ressort plus visiblement encore de la comparaison de deux dates plus éloignées. Il résulte de nos recherches personnelles que, depuis le commencement de la Restauration, la rémunération du travail agricole s'est accrue d'environ 75 p. 100 et celle du travail industriel de 50 à 80 p. 100, selon les localités et selon les états. Si nous rapprochons de ces chiffres, que M. Levasseur croit plutôt au-dessous de la vérité qu'au-dessus, l'augmentation moyenne des denrées de consommation, soit 42 à 50 p. 100, que nous avons trouvée en comparant les prix de 1870 à ceux de 1820, il résultera de ce simple rapprochement l'assurance que la condition des prolétaires s'est notablement améliorée depuis un demi-siècle, malgré les exigences croissantes de la vie matérielle.

Au surplus, le tableau synoptique que nous mettions tout à l'heure sous les yeux du lecteur suffisait pour donner cette précieuse certitude, puisqu'il constate que, si les dépenses de table ont doublé, c'est moins par l'élévation des prix, quelle qu'elle ait pu être, que par l'augmentation de la consommation individuelle. Cette augmentation est telle qu'il serait absurde de prétendre que nos 18 millions de paysans et nos 8 millions d'ouvriers y sont restés étrangers.

Voilà donc deux preuves pour une; mais il n'était pas superflu d'opposer cette double démonstration aux allégations contraires qui se sont si souvent reproduites. Un célèbre économiste anglais a posé en principe que la position de l'ouvrier ne peut qu'empirer quand le prix des subsistances tend à s'élever. En 1871, un publiciste français connu par d'intéressants travaux, M. A. Audiganne, niait que l'augmentation des prix eût été compensée chez nous par la hausse des salaires, qu'il déclarait trois fois moindre. Enfin, tout récemment, la Société d'économie politique de Paris voyait soutenir, non sans contradiction, il est vrai, une thèse analogue par quelques-uns de ses membres (séance du 5 décembre 1874). Si l'étude attentive des faits justifiait cette opinion pessimiste, ce serait une bien triste révélation. Notre siècle a eu ses erreurs et ses fautes, mais on ne peut lui contester l'honneur d'avoir rendu d'éclatants services à la cause de la civilisation. Quelle douloureuse découverte et quel aveu décourageant s'il fallait admettre que tant d'efforts et tant de conquêtes n'ont servi qu'à rendre plus précaire et plus misérable l'existence de l'immense majorité des hommes ! Il n'en est point ainsi, grâce à Dieu. Il a pu arriver accidentellement que certains salaires n'aient suivi que de loin, pendant quelque temps, le mouvement trop brusque des prix. Mais ce ne sont là que des cas exceptionnels : la règle, — nous l'avons dit et nous tenons à le répéter, — c'est que la progression des salaires a été plus rapide encore que la hausse des autres prix; la règle, c'est que la condition des classes laborieuses est devenue meilleure au lieu d'empirer. Loin d'être inconciliable avec cette amélioration, le renchérissement des subsistances en est en partie le résultat; n'est-il pas évident que l'augmentation continue de la consommation individuelle est une cause de cherté ? Cela n'empêche pas que ce soit une preuve incontestable des progrès de l'aisance publique et du bien-être général. Et, à cet égard, il est d'autant plus satisfaisant de constater l'importance des résultats obtenus depuis cinquante ans, qu'il reste encore beau-

coup à faire pour donner à chacun le nécessaire d'abord, puis l'utile. S'il y a certaines consommations, comme celle des spiritueux, dont le développement est un malheur et que les efforts combinés du moraliste et du législateur doivent tendre à réduire, il n'en est pas de même des autres. L'alcool détruit la santé ; le pain et la viande la fortifient. Il ne faut pas oublier que la vie moyenne, en France, s'est allongée de cinq ans depuis 1820. Des causes très-diverses, nous le savons, ont concouru à produire ce résultat : mais l'influence exercée par les disettes sur la mortalité nous permet d'affirmer qu'il est dû en partie à ce que les Français d'aujourd'hui sont plus et mieux nourris que leurs pères. A. DE FOVILLE.